

La réciprocité : un analyseur utile des pratiques sociales

Dans mon travail d'accompagnement de réflexions variées sur l'action sociale, le schéma donner – recevoir – rendre, emprunté au travail du MAUSS, constitue depuis longtemps un cadre de pensée et de questionnement des pratiques d'accompagnement dont la fertilité ne s'érode pas. Il permet une réflexion concrète sur la capacité des dispositifs à permettre ou non que les personnes accompagnées puissent s'inscrire dans une dynamique plus large que la logique donner / recevoir, dont les limites et effets problématiques sont bien connus. Il invite à être attentif à ce que la tyrannie de la gestion du risque peut produire dans les relations entre usagers et structures d'action sociale. Il attire l'attention sur les limites d'une approche par les droits qui s'est construite dans les suites de la loi 2002-2, comme ceux d'une approche client. En permettant d'interroger l'anthropologie implicite de la professionnalité dans le secteur et les leviers mobilisés par l'action, ce schéma simple peut soutenir concrètement la réflexion à renouveler en permanence sur les pratiques, les leviers et les écarts toujours possibles entre nos intentions et ce qu'elles produisent concrètement pour les personnes concernées.

Les accompagnements de structures et d'équipes que je mène couvrent globalement tout le spectre du champ social et médico-social. Ils sont très divers mais ont en commun d'être structurés par une réflexion sur l'action menée par les structures. Ils empruntent les différentes formes que constituent le travail sur les projets, les démarches d'évaluation interne ou externe, les interventions en situation de crise, le soutien à la mise en place de nouveaux dispositifs d'action, le questionnement sur les pratiques.

Laurent Barbe

Consultant cabinet CRESS www.cabinetcress.f – Enseignant en Master 2 de Sciences de l'Education. Université Paris Nanterre – Formateur à l'ETSUP et au CNAM. Paris

I – UNE PERTINENCE DE L'ACTION QUI N'EST JAMAIS GARANTIE

Bien que ce soit de manière implicite et rarement posée directement comme telle, ces interventions amènent souvent à interroger les *leviers* de l'action et, de manière sous-jacente, les modèles ou hypothèses qui structurent les dispositifs mis en place.

Tout dispositif d'intervention se fonde en effet sur des représentations, ou sur un certain nombre d'idées ou d'hypothèses sur la nature des difficultés à traiter, et donc sur ce qu'il est nécessaire de faire pour produire des effets ou changements. *C'est la qualité de cette articulation entre des problématiques et les réponses qui leur sont apportées qui fera qu'un dispositif d'action produira des effets cohérents avec ses finalités ou non.*

Quand cela fonctionne, l'action produit des effets positifs, infléchit des dynamiques négatives, génère des cercles vertueux, validant ainsi son intérêt et sa pertinence. S'il reste complexe de le démontrer de manière suffisamment rigoureuse, compte tenu des spécificités de ces actions¹, les propos tenus par les usagers, notamment dans les démarches d'évaluation, donnent de multiples illustrations des aspects positifs produits par les réponses proposées.

Mais il ne manque pas non plus d'exemples pour montrer que l'action menée peut passer à côté de ses objectifs, voire renforcer les phénomènes qu'elle est censée traiter.

Certains exemples sont presque caricaturaux comme ce foyer pour jeunes délinquants qui était devenu le creuset d'une activité délinquante de groupe, ou comme certains établissements pour personnes vulnérables qui ajoutent de la maltraitance aux fragilités des personnes, ou encore des structures d'insertion devenant des lieux de relégation.

D'autres exemples sont plus subtils, mais prégnants, comme ceux qui voient l'étiquette posée sur les personnes du fait de l'aide qui leur est apportée leur coller à la peau comme le sparadrap du capitaine Haddock. Les publics concernés en ont d'ailleurs souvent une certaine conscience, qui s'exprime notamment dans la massivité du phénomène de non recours aux aides sociales.

1. Laurent Barbe - «Réflexions pour des évaluations attentives à la complexité» *Cahiers de l'ACTIF* «l'évaluation des effets de l'action pour l'utilisateur : repères éthiques et méthodologiques. N°426/427 - Février 2012.

Un jeune, entendu dans un foyer, parlait à un autre en lui expliquant avec conviction « **si tu tombes dans l'insertion, t'es foutu!** ». Il marquait par là une compréhension, certes un peu radicale, mais en même temps subtile, de mécanismes que de nombreux témoignages ou travaux d'étude ont largement documentés dans tous les domaines d'activité de la vaste planète de l'action sociale²

Car que ce soit dans le domaine de l'aide sociale, de l'insertion, du handicap ou du vieillissement, les risques d'enfermement des personnes dans des statuts, des étiquettes, des dispositifs pouvant facilement devenir ségrégatifs sont largement documentés

Dire cela ne revient pas à céder aux sirènes d'une critique tous azimuts, mais vise simplement à ne pas se « payer de mots » en faisant comme s'il s'agissait de vouloir pour pouvoir, comme si le réel ne nous résistait pas, parce que nos intentions sont vertueuses.

Poser comme postulat l'écart structurel entre les intentions et les réalisations et aussi le fait qu'il n'existe aucune martingale, aucune manière d'agir qui serait valable une bonne fois pour toutes³ n'est pas décourageant. C'est raisonnable et cela invite ainsi à approfondir en permanence la réflexion sur les fondements de l'action, sur ce qui peut construire son efficacité, mais aussi les effets indésirables, voire iatrogènes⁴, consubstantiels à tous les dispositifs d'aide, qui découlent en bonne part du système relationnel noué entre les dispositifs et leurs usagers.

II – DON ET CONTRE-DON DANS LES STRUCTURES ET DISPOSITIFS

UNE RÉFLEXION DIFFICILE À MENER

La capacité à mener et approfondir cette réflexion de manière collective dans les structures est cependant fragilisée par la combinaison de plusieurs facteurs.

D'abord, le temps est souvent limité pour réfléchir collectivement à ces questions essentielles, quand des injonctions multiples viennent en permanence saturer les agendas. En caricaturant à peine, on pourrait dire **qu'aucune structure**

2. On pourra lire avec intérêt le travail de Baptiste Brossard sur le discrédit qui découle « naturellement » du diagnostic de la maladie d'Alzheimer- B. Brossard. *Oublier des choses - ce que vivent les malades d'Alzheimer*. Alma éditeur - 2017.

3. Car toute action s'inscrit dans une historicité qui est celle des personnes comme des systèmes. Comme on le dit parfois, la solution d'hier peut facilement devenir le problème d'aujourd'hui et celle d'aujourd'hui le problème de demain...

4. Se dit d'un trouble, d'une maladie provoqués par un acte médical ou par les médicaments, même en l'absence d'erreur du médecin (Larousse).

n'a le temps actuellement d'être à jour, même à minima, de toutes les attentes qui pèsent sur elle.

S'y ajoute le sentiment fréquent de nombre d'acteurs que ces questions sont déjà réglées. Ainsi, la nécessité d'une réflexion sur les soubassements de l'action est souvent voilée par la tautologie qui voudrait que les personnes aient surtout besoin des professionnels spécialisés qui « sont là pour ça ». Comme si la réponse aux « besoins » ou aux difficultés pouvait constituer un décalque de la nomenclature des métiers (ils ont des problèmes de socialisation donc il faut des éducateurs, ils ont des problèmes sociaux donc il faut des assistants sociaux, ils ont des problèmes psychologiques, ils ont besoin de psychologues...).

Dans ce cadre de pensée, les difficultés rencontrées dans l'action sont alors renvoyés à des questions de moyens, à des problèmes de procédure, voire aux publics dont les difficultés ne cesseraient d'augmenter, ou encore à des parties du public qui ne relèveraient pas de la structure et devraient donc relever d'un « ailleurs ». Au risque, on le sait, de constituer de vrais mécanismes de « double peine », comme nous l'avons souvent constaté par exemple pour des jeunes relevant du médico-social au sein des dispositifs de protection de l'enfance⁵.

Chacun de ces angles d'approche (les moyens, les procédures, les limites) peut être légitimement questionné et faire l'objet d'une réflexion spécifique.

Mais il faut être attentif au risque qu'il ne constitue une esquivance de la réflexion sur les leviers profonds que mobilise (ou non) l'action et qui expliquent - pour une part - ce qu'elle produit avec les usagers concernés⁶.

UNE CLÉ DE QUESTIONNEMENT ACCESSIBLE

C'est justement dans cette compréhension que le questionnement inspiré par le MAUSS sur la place de la réciprocité au sein des pratiques sociales est important. Par ce terme de réciprocité, on se situe évidemment dans une perspective élargie, puisqu'il ne s'agit pas de rendre à celui qui vous a donné, mais bien de rendre à d'autres, de s'inscrire dans sa vie comme un sujet qui peut à la fois recevoir, mais aussi donner, apporter, transmettre, être utile...

Dans le domaine du social, *l'analyse du « donner » est souvent au cœur des questions sur ce qu'on doit apporter aux personnes* (des aides, des conseils, de l'attention, des soutiens matériels, de l'expertise...). La capacité des personnes à recevoir les aides apportées constitue également une question récurrente (non

5. Un rapport de la défenseure des enfants montre à quel point ce phénomène fait système et a une ampleur considérable.

6. qui évidemment dépendent aussi de paramètres individuels renvoyant aux professionnels concernés et de paramètres découlant plus des organisations.

recours- stratégies de ruse avec les institutions - refus actifs, voire violents) même si elle reste souvent insuffisamment investiguée pour des raisons diverses.⁷

En revanche, *la question du « rendre » est souvent occultée, alors même qu'elle constitue, à mon avis, une dimension essentielle de ce qu'il faut analyser.* Ce « rendre » est parfois mobilisé, mais aussi parfois largement ignoré voire empêché.

III - LA POSSIBILITÉ DE RENDRE

RENDRE : UN LEVIER FORTEMENT MOBILISÉ

Dans de nombreuses actions et pratiques, *l'idée de rendre (et de faire pour d'autres) constitue un moteur fondamental de dynamiques personnelles et collectives protéiformes.* Un rapide tour d'horizon (non exhaustif) permet d'en prendre la mesure, mais aussi de constater la multiplicité des formes que cette volonté de « rendre » peut prendre.

- Dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, ce ressort est souvent intégré depuis longtemps⁸. Il est au cœur de la démarche de mouvements articulant solidarité et intervention sociale (Emmaüs, Restaus du cœur...) invitant les personnes accompagnées à faire pour d'autres, à apporter eux-mêmes une contribution à l'action dont ils bénéficient.
- Il est aussi fondateur de nombre de mobilisations solidaires fondées sur le bénévolat qui, dans de nombreux domaines, apportent une contribution significative, que ce soit dans le domaine des personnes âgées (petits frères des Pauvres), de l'accompagnement des personnes en difficulté sociale (Solidarités Nouvelles face au chômage, Solidarités Nouvelles Logement, etc), des demandeurs d'asile et de bien d'autres secteurs.
- Le dispositif des Groupes d'Entraide Mutuelle, mis en place dans le domaine de la psychiatrie, est également caractérisé par une alliance entre professionnels et personnes accompagnées et il s'appuie largement sur la capacité des personnes à s'entraider et donc à faire avec et pour d'autres « pairs ». Le risque peut cependant être pointé de ne le considérer que comme un dispositif d'accompagnement « comme les autres », sans prendre en compte ce que la possibilité de faire pour d'autres a de moteur pour les personnes concernées.

7. Laurent Barbe – L'analyse du travail réel : un fondement souvent oublié. Cahiers de l'Actif-nov 2017

8. Nous le pointions comme un élément central dans un travail maintenant ancien autour de l'émergence du terme d'accompagnement au sein des pratiques sociales. COPAS-Accompagnement social et insertion. Collection Uniopss- Syros 1995

- Les démarches variées de pair-aidance qui se développent dans de nombreux domaines, même si elles valorisent surtout les savoirs issus d'une connaissance vécue et la proximité, sont également souvent portées par la volonté de personnes qui ont traversé un certain nombre d'épreuves, d'en « faire quelque chose », de restituer à d'autres ce qui les a aidées à en sortir, transformant ainsi une épreuve en expérience utile.
- Dans un domaine moins social, on pourrait également évoquer la riche expérience des Réseaux d'échanges réciproques de savoirs®, dont la démarche explicitement structurée autour de la question de la réciprocité, a trouvé un grand nombre de terrains d'application⁹.
- Certains dispositifs d'insertion et de mobilisation à destination de jeunes avaient pu pointer et formaliser à quel point ancrer les démarches de formation dans une utilité sociale réelle (par exemple, rénover des logements pour des personnes en difficulté – mettre en place des animations pour d'autres jeunes – aménager des lieux touristiques) était important pour la dynamique des personnes « en insertion » concernées. Cette idée de faire pour d'autres constituait ainsi un moteur nettement plus puissant que celui qui consistait à « développer leurs compétences » ou encore à « lever les freins à leur insertion », comme on le notait souvent dans les objectifs de ces dispositifs.
- Les personnes accompagnées dans les actions du secteur de l'insertion par l'activité économique témoignent aussi, au delà des acquisitions de compétence et d'un rythme de vie retrouvé, à quel point pouvoir à nouveau contribuer à des actions utiles constitue un levier puissant, particulièrement quand cette utilité est reconnue et mise en évidence (c'est-à-dire quand elle fait l'objet d'une reconnaissance suffisamment explicite).
- Dans les pratiques au sein des ESMS, même si c'est moins central, de nombreuses pratiques s'inspirant de la thématique de la participation s'appuient sur ce principe de réciprocité (indirecte). Cela peut passer dans le quotidien (aider à la vie commune, à l'animation, à l'accueil des nouveaux, à de l'entraide mutuelle), dans des moments institutionnels spécifiques ou dans des actions tournées vers l'extérieur.
- Dans le montage d'actions collectives, on repère souvent la force mobilisatrice du « faire avec » et du « faire pour d'autres ». Au sein des structures qui en mènent, les actions collectives constituent des occasions fortes d'entraide et de solidarité. Elles créent de la mobilisation, de la reconnaissance et sont source d'un dynamisme et d'un renouvellement observables de l'énergie collective. Pour autant, elles sont difficiles à maintenir et pérenniser et sont vite rattrapées par un retour au fonctionnement institutionnel habituel et à la gestion routinisée des tâches découlant des missions.

9. <https://www.rers-asso.org/>

La force de ces actions est à relier à plusieurs éléments génériques qui tiennent au fait de suspendre (au moins pendant l'action) la dissymétrie relationnelle avec les professionnels, à l'émulation du groupe, mais aussi à l'importance qu'a pour tout le monde le sentiment d'être utile et de contribuer et de faire circuler de la reconnaissance.

J'ai aussi souvent eu l'occasion de constater, que quand on questionne des personnes accompagnées dans le cadre d'évaluations, elles motivent souvent leur acceptation par le fait de pouvoir « remercier », et rendre quelque chose aux professionnels et à la structure.

Ainsi, la perspective d'une réciprocité élargie (non vis-à-vis des intervenants, mais d'autres proches) est largement différenciée dans ces formes d'action, mais elle contribue puissamment aux mobilisations mises en place. Cela n'empêche pas qu'elle puisse elle-même se trouver en panne ou dévoyée dans une approche compassionnelle

En creux, ce questionnement permet aussi de mieux analyser comment certains processus, en occultant ou en empêchant cette capacité à rendre, fragilisent plus globalement les finalités de développement et d'émancipation et lien social pourtant affichées dans toutes les politiques publiques et tous les projets.

RENDRE : UNE DYNAMIQUE EMPÊCHÉE ?

Plusieurs exemples montrent à quel point les démarches de réciprocité sont freinées ou limitées dans nombre de pratiques concrètes.

CHRS

Dans une recherche-action sur les pratiques de participation dans le domaine de la lutte contre les exclusions, nous avons été amenés à questionner les modalités d'accueil des personnes au sein des CHRS et structures d'accueil d'un département. Une des conclusions de ce travail très riche¹⁰ était que l'accueil dans la structure était considéré par les professionnels comme relevant de leur seule et unique responsabilité. Alors que les récits faits par les personnes accueillies mettaient en évidence que c'était bien l'intégration dans un collectif de vie qui constituait une part importante de la difficulté de ce moment. Et les professionnels ont pu constater à quel point impliquer les personnes présentes dans l'accueil des nouveaux était important. Tant pour créer « du connu dans l'inconnu », pour ces arrivants, que pour permettre aux personnes présentes de rendre quelque chose de ce qui leur est apporté par les structures. C'est maintenant devenu une évidence dans nombre de structures qui ont pu expérimenter ce que cette manière de faire pouvait apporter à tous.

10. Laurent Barbe et Gilbert Berlioz (cabinet CRESS), Expérimentation de la mise en place de la participation des usagers au sein de commissions consultatives dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, Rapport de la mission réalisée à la demande de la direction générale de la Cohésion sociale (DGCS), février 2010.

CADA

L'équipe d'un CADA pointait la faiblesse des dynamiques d'animation découlant du faible taux d'encadrement dont disposait la structure. Avant que quelqu'un ne questionne pourquoi on ne permettait pas plus à des personnes accueillies, massivement sous-occupées, et pour beaucoup en forte demande, d'avoir quelque chose d'utile à faire pour meubler les longs temps morts qui jalonnaient ce passage en structure. La réponse est simple : on n'y pensait pas, ou les réflexions butaient immédiatement sur de nombreux obstacles expliquant qu'on ne le fasse pas.

Foyers

De la même manière, certains foyers pour personnes handicapées réfléchissent peu à la manière d'encourager et de soutenir la capacité des personnes à faire pour d'autres, alors même que les observations sur les processus de solidarité spontanée sont nombreuses.

Protection de l'Enfance

Dans le domaine de la protection de l'enfance, même s'il ne manque pas d'expériences qui montrent que même des parents en difficulté peuvent apporter à d'autres, que des dynamiques horizontales peuvent être très riches, il reste difficile de s'écarter du modèle d'une « prise en charge » centrée sur l'entretien, la parole et à intégrer d'autres ressorts plus communautaires.

Tous ces exemples montrent à quel point la question de ce que les personnes pourraient faire pour et avec d'autres dans le cadre des dispositifs de travail est souvent peu travaillée quand elle n'est pas carrément évacuée.

IV – DES RAISONS MULTIPLES ET QUI RISQUENT DE FAIRE SYSTÈME

Les raisons de cet état de fait sont nombreuses et elles renvoient à la fois à des explications historiques concernant la manière dont la professionnalité s'est construite dans le secteur et à des tendances de fond qui marquent l'évolution des politiques publiques.

EXPERTISE ET SPÉCIALISATION

L'intervention sociale sous ses différentes formes a une longue histoire amenant à la situation très diversifiée que l'on connaît aujourd'hui, qui se traduit par une multiplication vertigineuse des métiers et des formations. La professionnalité s'est ainsi construite sur un modèle de l'expertise, cherchant à se démarquer de la seule volonté de bien faire et des modèles compassionnels. Elle a beaucoup emprunté, à ses débuts, à la logique médicale qui a forgé nombre des secteurs (y compris la protection de l'enfance). Elle tend inévitablement à poser les personnes accompagnées comme des sujets en difficulté et dans le cadre d'une logique « surplombante », dont témoignaient et témoignent encore le langage et

les pratiques. Elle a eu pour conséquences des modes d'analyse sur-jouant les notions de « diagnostic ». La professionnalité a aussi beaucoup emprunté aux approches inspirées par le modèle psychanalytique.

Dans ce cadre, il est logique et banal de souligner à quel point les approches mettent souvent en avant les difficultés des personnes et sont plus en peine pour valoriser leurs ressources et potentiels. Dans ce contexte, il ne paraît pas surprenant que la valorisation de la spécialisation et de la technicité des interventions passe à côté de mécanismes aussi communs, transversaux et peu différenciants que ceux évoqués par le Mauss.

L'USAGER CLIENT : UNE FOCAL RESTRUCTIVE

La volonté affichée de mettre l'utilisateur « au centre » a amené au développement d'un discours mettant en avant la prestation de service et d'outils méthodologiques de type « enquêtes de satisfaction ». Même pétrie de bonnes intentions, cette approche enferme souvent le questionnement dans une perspective réductrice. D'abord parce que la relation nouée concerne presque toujours des dimensions vitales pour les personnes concernées, et non la simple fourniture d'une prestation au sens limitatif du terme. Ensuite parce qu'elle enferme les questions posées dans des limites strictes qui font comme si le problème majeur était le jugement porté par les personnes sur ce qu'on leur donne.

Dans ce questionnement, souvent fermé par les outils proposés, on perd presque toujours l'expérience vécue par les personnes dans les dispositifs. On perd aussi ce que le dispositif leur a apporté comme pouvoir d'agir. Or il est toujours particulièrement intéressant de savoir dans quelle mesure ce qui leur a été apporté a pu ou non leur permettre de rendre quelque chose. Non pour équilibrer « droits et devoirs », mais bien pour savoir si, et dans quelle mesure, la démarche a soutenu ou favorisé une réinscription dans une dynamique d'échange et de production de lien social.

LA GESTION DES RISQUES : UNE RESPONSABILITÉ INSTITUTIONNELLE EN EXPANSION

La prévention des risques constitue un mot d'ordre institutionnel dont le développement est observable dans la multiplication exponentielle des règles et normes encadrant l'activité. Elle a de nombreuses conséquences concrètes et comme corollaire que l'institution est de plus en plus considérée comme responsable de tout, ce qui fragilise les possibilités de circularité relationnelle, pourtant essentielles à toute institution humaine.

Et je constate souvent dans les échanges à quel point cela peut parasiter la volonté d'innover, notamment en amenant à imaginer tous les abus possibles qui pourraient advenir dans des situations plus ouvertes au sein desquelles on

permettrait à des personnes de faire pour d'autres, de prendre des initiatives, sans que l'institution ne se sente obligée de tout garantir.

UNE PERCEPTION DES LEVIERS SOUVENT LIMITÉE

Plus largement, la difficulté observée à mobiliser plus régulièrement et consciemment ce ressort renvoie aux hypothèses, voire à l'anthropologie implicite qui fonde nombre de dispositifs d'intervention et qu'on pourrait énoncer comme suit :

- les personnes souffrent d'abord de leurs manques, ceux-ci nécessitant qu'on leur donne de manière compensatoire, pour qu'elles soient *ensuite* capables de...
- les souffrances ont des explications qui renvoient à un passé qu'il est nécessaire de questionner et revisiter, la parole est « porteuse centrale de l'efficacité contenue dans l'explication, l'interprétation ou même dans la simple verbalisation »¹¹,
- l'efficacité du dispositif est d'abord celle des professionnels les plus éminents du dispositif (cela varie : parfois ce sont les éducateurs, parfois les médecins, parfois les psy)

Pourtant l'expérience ne cesse de démontrer à quel point ces prémisses sont souvent démenties dans les faits et ne recouvrent qu'une partie des processus qu'il s'agit d'encourager, de susciter ou de remettre en route.

Parfois, c'est surtout le fait de faire, avec et pour d'autres, et donc le déplacement de leur positionnement, qui permet aux personnes de rebondir.¹² La compréhension est parfois bien loin de permettre la parole libératrice que les modèles dérivés de la psychanalyse mettent en avant.

Souvent aussi, on constate à quel point les personnes accompagnées sont plus riches, plus complexes que ce que postulent les projets ou la professionnalité. Et une analyse fine de ce que vivent les gens met souvent en avant la diversité des formes de solidarité qui se mettent en place en dehors des institutions, parfois même complètement à l'insu de celles-ci. Cela permet de poser quelques principes simples et utiles comme celui qui constate que les personnes en difficulté sociale sont souvent autant affectées de l'impossibilité de « rendre » que d'un manque qui pourrait être comblé par les aides qui leur sont apportées. Les réflexions issues du MAUSS aident ainsi à penser que ce sont souvent les deux autres pôles constitutifs du lien social, celui du don (« donner »), et celui de la réciprocité (« rendre ») qui ne peuvent être vécus dans des conditions satisfaisantes quand le « recevoir » prend tout l'espace.

11. François Roustang- *Il suffit d'un geste*, Odile Jacob 2003.

12. Comme dans la geste fondatrice du mouvement Emmaüs .

Dans ce cadre, la citoyenneté, qui constitue une visée souvent évoquée, ne peut être réduite à la logique d'accès au droit, ni à la restauration du couple droits / devoirs. Elle n'a de signification que dans la capacité à participer à une vie de la cité qui peut prendre des formes à la fois très modestes mais essentielles.

CONCLUSION

Pour conclure, questionner la manière dont la réciprocité est mise en jeu dans les pratiques contribue à lutter contre le risque toujours présent d'un enfermement dans une dynamique relationnelle demander – recevoir, qui risque de devenir source de différentes dérives et difficultés. Elles sont faciles à documenter : infériorisation des personnes, développement d'une attitude de consommateur, reproche finalement fait aux personnes d'utiliser les aides qu'on leur propose, mise en dette des personnes qui ne pourront jamais rendre ce qu'on leur a apporté...

Dans un contexte qui voit l'augmentation de la complexité et de la technicité des dispositifs d'action sociale, de la taille des associations, et une forte évolution des modes de gestion mis en place, le risque existe d'un assèchement de la réflexion sur les ressorts fondamentaux au cœur des dispositifs. Pour y faire face, nous avons à construire d'autres métaphores pour penser nos dispositifs et nos organisations que celles de l'horloge suisse, de l'usine à distribuer des prestations homogénéisées, du mécano, de l'entreprise ou du guichet. Et nous avons besoin de nous nourrir d'approches plus riches qui nous parlent de la réciprocité, de la reconnaissance, de l'affection, voire de l'amour et de toutes ces choses qui circulent entre humains et au sein de leurs organisations. Mais, pour que ces réflexions soient pertinentes, il faut aussi regarder l'autre face des choses qui parle de l'humiliation, de la honte, des empêchements, des enfermements qui se génère y compris dans nos dispositifs qui se veulent bienveillants.

